

IV^{ème} Sommet des Amériques Vers une prise en compte des dimensions sociales de l'intégration?

Sylvie Dugas *

Le IV^{ème} Sommet des Amériques, qui a réuni les chefs d'État et de gouvernement de 34 pays du continent les 4 et 5 novembre derniers à Mar del Plata, en Argentine, s'est déroulé sous le thème « Créer des emplois pour combattre la pauvreté et renforcer la gouvernance démocratique ». Les pourparlers se sont-ils soldés par un échec, comme l'ont rapporté les médias ? S'il est vrai que le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) a été mis sur la touche pour une durée indéterminée, il faut souligner que 29 pays de l'hémisphère se sont engagés à poursuivre les négociations pour en arriver à un accord en 2006. Par ailleurs, une déclaration visant à créer des emplois décents, à stimuler le développement social et à renforcer la gouvernance démocratique a été paraphée par les participants au Sommet. Bien que ce type de déclaration n'ait pas force de loi, elle constitue un incitatif régional en vue d'une intégration qui prendrait en compte les dimensions sociales du développement. Et elle représente peut-être une étape de plus vers l'adoption d'une Charte sociale pour les Amériques, promue principalement par le Venezuela. C'est ce que nous tenterons d'analyser dans cet article.

Des positions divergentes sur la ZLEA

Après plusieurs heures de discussions, la déclaration finale a débouché sur un compromis marquant la division de la région. D'un côté, 29 pays, dont les États-Unis, le Canada, le Chili, la Colombie, le Mexique, les pays d'Amérique

centrale et des Caraïbes appuient la constitution d'un grand marché unique de l'Alaska à la Terre-de-Feu, proposé par le président Bill Clinton en 1994, à Miami. De l'autre, le Venezuela et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) refusent pour le moment de se rallier au projet de ZLEA, jugé trop favorable aux États-Unis. Au contre-sommet, tenu en parallèle à Mar del Plata, le président du Venezuela, Hugo Chavez, a même promis de faire échouer le projet de libre-échange. « Ce n'est qu'unis que nous pourrons vaincre l'impérialisme et apporter une meilleure vie à notre peuple », a-t-il dit. À première vue, deux visions antagonistes semblent s'opposer : celle néolibérale axée sur l'expansion du libre-échange et le renforcement des institutions démocratiques, personnifiée par Bush, et celle plus socialiste et pro-cubaine incarnée par Chavez. Cependant, la situation est plus complexe.

La véhémence de l'opposition du président Chavez est certes frappante. Selon lui, la ZLEA entraînerait « l'esclavage » des travailleurs latino-américains. Il considère que les États-Unis ne font que « proposer un libre-échange assassin, qui a fait augmenter le nombre de pauvres en Amérique latine de 50 millions à 220 millions actuellement¹ ». En contrepartie, il a

Sylvie Dugas est journaliste indépendante et collaboratrice au Centre Études internationales et mondialisation et à l'Observatoire des Amériques de l'UQAM.

¹ Lire « Face à face Bush-Chavez au Sommet des Amériques », *Le Monde.fr*, 4 novembre 2005.

proposé de remplacer la ZLEA par une *Alliance contre la pauvreté*, reprenant ainsi l'idée lancée dans les années 1960 par l'ex-président John F. Kennedy. « L'*Alliance pour le progrès* était une initiative respectable avec 20 milliards de dollars sur 20 ans pour lutter contre la pauvreté et pour la réforme agraire », a-t-il dit, proposant pour sa part de la doter de 100 milliards de dollars.

Pourtant, si l'on fait exception de ces propos dissonants, le Sommet a réussi certaines percées importantes. Tout d'abord, la *Déclaration finale de Mar del Plata* reconnaît la contribution importante que pourrait jouer la libéralisation des frontières dans la création d'emplois, grâce à la croissance économique que celle-ci pourrait générer. Les fonctionnaires des États signataires ont ainsi été chargés d'évaluer en 2006 les difficultés auxquelles fait face le projet de ZLEA et de poursuivre les négociations dans le cadre adopté à Miami en 2003. Ils devront travailler à mettre sur pied « un accord équilibré et inclusif, qui vise l'expansion des flux commerciaux et, à un niveau global, qui libère le commerce de subsides et de pratiques commerciales discriminatoires, qui soit bénéfique pour tous en tenant compte des différences dans la taille et le niveau de développement des économies participantes, des besoins particuliers et du traitement différencié et spécial que nécessitent les petites et vulnérables économies² ». Comme les pays réfractaires à la ZLEA estiment que l'état actuel des négociations ne permet pas de garantir la conclusion d'un accord qui tienne compte des besoins particuliers des diverses économies, il a été entendu de reporter les négociations devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont la prochaine rencontre a lieu en décembre 2005 à Hong Kong. Si des progrès suffisants sont enregistrés à l'OMC, la Colombie a été mandatée pour réunir à nouveau les fonctionnaires chargés des négociations commerciales de la ZLEA. Dans le cas contraire, on pourrait par la suite assister à la création d'une ZLEA (*FTAA of the Willing*) seulement pour les pays désireux d'en faire partie, quoique cette perspective soit jugée moins satisfaisante pour tous.

Ainsi, Hugo Chavez, qui fait la promotion d'un autre projet d'intégration des peuples, l'*Alternative bolivarienne pour l'Amérique et les Caraïbes* (ALBA)³, semble marginalisé dans

cette nouvelle donne. Le Brésil a même refroidi les ardeurs du président Chavez en refusant d'enterrer la ZLEA. Une querelle entre le Venezuela et le Mexique a également éclaté après que Chavez eût traité à la télévision son homologue mexicain, Vicente Fox, de « marionnette des impérialistes américains ». Résultat : les deux pays ont retiré leurs ambassadeurs respectifs. En fait, les dirigeants réfractaires à la ZLEA ne s'objectent pas de façon irrémédiable à la réalisation d'une zone de libre-échange à l'échelle hémisphérique. « Ces pays souhaitent en réalité un accès au marché américain et ont voulu faire pression sur Washington en refusant la ZLEA », soutient M. Paul Durand, représentant permanent à Washington et ambassadeur canadien à l'Organisation des États américains (OEA). Le président brésilien Ignacio da Silva, tout comme les autres pays du Mercosur, considère qu'il est prématuré de s'engager dans une libéralisation à l'échelle hémisphérique sans avoir réglé les litiges en cours à l'OMC. La stratégie commerciale privilégiée consiste à obtenir des États-Unis des concessions en matière de subventions agricoles à l'OMC, ce qui pourrait largement bénéficier à ses exportations agricoles.

De son côté, le président argentin, Nestor Kirchner, serait favorable à une intégration qui reconnaisse les disparités et apporte des bénéfices mutuels aux signataires. C'est à la suite de la crise économique de 2001 que M. Kirchner, l'hôte du Sommet, a choisi de faire porter la discussion sur la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. « Ces accords devront contenir des sauvegardes et des compensations pour ceux qui souffrent d'un retard relatif, de telle sorte que l'accord ne mette pas l'accent sur nos faiblesses⁴. » Kirchner a donc exhorté les États-Unis à jouer un rôle de leadership pour en arriver à une intégration plus inclusive. Du coup, il a fustigé le président Fox, qui s'apprêtait à faire l'éloge de la ZLEA lors de son discours au Sommet. Pour sa part, il privilégie en premier lieu l'intégration régionale dans le Mercosur pour assurer un développement équitable et créateur d'emplois en Argentine. « Nous pensons qu'il ne nous servirait à rien d'adhérer à n'importe quelle intégration. La signature d'un accord commercial n'est pas un chemin facile ni direct vers la prospérité. »

² Lire la *Déclaration finale de Mar del Plata*, par. no 19.

³ Ce projet alternatif d'intégration met l'accent sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, privilégiant la

coopération avec les économies fragiles d'Amérique latine plutôt que la concurrence.

⁴ Voir l'allocution du président argentin, Nestor Kirchner, IV^{ème} Sommet des Amériques, 4 novembre 2005.

Les autres membres du Mercosur préfèrent aussi resserrer leurs liens mutuels avant de s'engager dans l'aventure hémisphérique. Il faut mentionner à cet effet que le Venezuela a annoncé en octobre dernier son adhésion à part entière au Mercosur à partir du mois de décembre 2005, ce qui améliorera le poids et l'influence stratégique de ce marché régional. Une consolidation de l'intégration régionale dans le Mercosur et la Communauté andine permettrait aux pays membres de renforcer leurs capacités de négociation et de mieux se préparer à la concurrence des États-Unis et du Canada⁵. Mais malgré l'intérêt réitéré du Brésil pour le Mercosur, qui doit officiellement devenir un marché commun en 2006, les échanges intra-régionaux piétinent : ils ne constituaient en 2002 qu'une faible part (2-3%) du PIB des pays membres. Pire encore, l'Argentine et le Brésil ont imposé de nouveaux tarifs douaniers sur certains produits. Si le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay s'opposent aux conditions actuelles de la ZLEA, le projet n'est pas mort pour autant. Signalons à ce titre que l'Uruguay a déjà conclu en octobre 2004 un accord bilatéral sur les investissements avec les États-Unis.

Ayant recueilli l'adhésion de 29 pays de la région à leur projet, les États-Unis demeurent confiants. « Il est devenu clair au fil de l'avancée des négociations, qu'il existe un soutien important dans la région en faveur de l'intégration économique et d'une zone de libre-échange des Amériques⁶ », assure Thomas Shannon, nouveau secrétaire d'État américain adjoint délégué aux questions interaméricaines. Mais dans les coulisses, on dit que rien ne laisse croire que les États-Unis sont pressés de conclure un accord hémisphérique à court terme. « Ce qui semble le plus important pour le président Bush est d'éviter tout nouveau germe de rébellion qui pourrait générer de l'instabilité dans la région⁷. » La Maison Blanche a d'ailleurs manifesté son inquiétude face à l'éventuelle

⁵ Lire Christine Fréchette, *Sommet des Amériques. De la négociation à la diversion ?*, Observatoire des Amériques, Chronique des Amériques, No 35, 7 novembre 2005. En ligne :

http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/chronique_frechette_7nov.pdf

⁶ Lire « Un Sommet des Amériques sans accord. Le projet piétine », *Le Nouvel Observateur*, 8 novembre 2005.

⁷ Lire Howard La Franchi, "At Summit of the Americas, no trade pact for Bush. His hope of relaunching negotiations hits a big snag as five countries, including Brazil, hold out", *Christian Science Monitor*, 7 novembre 2005.

élection comme président du leader autochtone d'extrême-gauche, Evo Morales, dont la popularité s'est considérablement accrue. En effet, Evo Morales, à la fois président du Mouvement vers le socialisme (MAS) et dirigeant syndical des producteurs de coca, est favori aux élections du 4 décembre prochain en Bolivie. À l'encontre des États-Unis qui militent pour l'éradication de la coca, il promeut la légalisation de la coca et la nationalisation de l'industrie du gaz naturel. Il est devenu, au même titre que Salvador Allende, la bête noire de Washington. Dans un contexte social déprimé, les États-Unis ont cependant tout intérêt à participer au développement de conditions propices à la création d'emplois pour insuffler une nouvelle foi dans l'économie de marché et le libre-échange.

Ainsi, outre une foule de petits pays qui réclament prioritairement l'accès au marché américain, les plus ardents défenseurs de la ZLEA sont sans nul doute le Mexique et le Canada. Ceci semble paradoxal au premier abord, car ces pays membres de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ont les liens commerciaux les plus forts avec les États-Unis à l'heure actuelle. Mais la ZLEA pourrait peut-être aider à résoudre les problèmes reliés à l'ALENA (règlement des différends, chapitre 11, etc.) qui demeurent en suspens. En officialisant les relations hémisphériques, la ZLEA pourrait inciter les États-Unis à respecter leurs propres engagements et aider à solutionner les querelles commerciales comme celle du bois d'œuvre. En harmonisant les règles d'origine, la ZLEA pourrait également permettre au Canada et au Mexique d'avoir un meilleur accès au marché américain. Par ailleurs, s'ils sont forcés de suivre la voie bilatérale ou régionale, le Canada et le Mexique y perdront au change car ils ne seront pas en mesure de négocier des accords aussi avantageux que ceux que les États-Unis obtiendront.

La position du Canada est donc claire : le pays appuie un accord balancé et équilibré qui puisse rallier les diverses administrations de l'hémisphère. Selon Ottawa, la ZLEA représente le véhicule économique idéal pour atteindre les grands objectifs du Sommet, en particulier la croissance et la création d'emplois. Lors de son allocution à Mar del Plata, le premier ministre Paul Martin, a évoqué les vertus du libre-échange hémisphérique pour faire face à la concurrence mondiale, principalement de la

Chine et de l'Inde. « Un accord de libre-échange pour les Amériques n'a pas pour but de créer un hémisphère où les capitalistes peuvent fonctionner en toute aise. Il vise à offrir des possibilités à nos travailleurs, et de meilleurs biens et services à nos consommateurs, à tous les échelons de revenu⁸. » À ce titre, Ottawa privilégie les partenariats public-privé pour le développement qui « aident à lutter contre la pauvreté et à créer des emplois⁹. »

Dans cette perspective, Paul Martin estime toutefois que les gouvernements nationaux ont un rôle important à jouer pour instaurer des conditions propices au développement : bonne gouvernance, saines politiques budgétaires et monétaires, plus grande transparence des institutions publiques. Les États devraient ainsi « faire en sorte que tous les segments de la population puissent bénéficier des avantages économiques qui découlent d'une saine gouvernance », avance-t-il. Le gouvernement canadien recommande donc aux gouvernements de la région de renforcer la crédibilité des institutions démocratiques et la confiance qu'elles inspirent au public. Comme l'a rappelé le ministre des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, les turbulences politiques sont néfastes pour l'investissement. « Le partage de la prospérité dans la région exige plus de coopération et de stabilité dans tout l'hémisphère¹⁰. » Adoptant la position canadienne, la Déclaration du IV^{ème} Sommet des Amériques fait également la promotion de la participation de la société civile pour susciter et entretenir un environnement plus équitable et plus fertile à la création d'emplois.

La situation de l'emploi et de la pauvreté

Les risques de turbulence politique de même que la situation économique malaisée de plusieurs pays d'Amérique latine, notamment celle du pays hôte du Sommet, ont motivé les chefs d'État à se pencher sur les réalités du travail, de la lutte contre la pauvreté et de la gouvernance dans l'hémisphère. Environ 40 % des 36 millions d'Argentins vivent actuellement dans la pauvreté, et nombre d'entre eux blâment la

libéralisation commerciale pour la destruction des industries locales et l'inondation de produits importés à faible prix dans le marché national. Dans toute l'Amérique latine et les Antilles, plus de 96 millions de personnes souffrent encore d'une grande pauvreté malgré la volonté exprimée par les administrations locales pour réduire la misère dans la région.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, cinq millions de personnes s'incorporent chaque année au marché du travail. Mais la région compte déjà plus de 20 millions de chômeurs et il s'avèrera difficile de maintenir le taux de chômage à ce niveau. En outre, sept nouveaux employés sur 10 évoluent dans le secteur informel. Qui plus est, un grand nombre de ceux qui travaillent n'ont pas suffisamment de revenus pour maintenir leurs familles au-dessus du seuil de la pauvreté. Pire encore, l'écart de salaire entre la main-d'oeuvre non qualifiée et qualifiée continue de s'approfondir et la concentration des revenus dans un petit groupe de personnes devient de plus en plus évidente. Face à ces constats, les dirigeants admettent que « certains pays de l'hémisphère ont connu des périodes de croissance économique qui n'ont pas généré une hausse adéquate du taux d'emploi¹¹ », ce qui a accru le taux de pauvreté et d'extrême pauvreté en Amérique latine et dans les Antilles.

Pour restaurer la confiance de la population des Amériques envers les marchés et l'État, les gouvernants des pays de l'hémisphère ont donc signé une déclaration de 76 points portant sur l'adoption de politiques concrètes en matière de productivité, de performance, d'encouragement de la petite et moyenne entreprise, d'accès au crédit, d'éducation et de formation, entre autres. Le thème rassembleur sous lequel s'est tenu le Sommet semble indiquer l'importance que les États veulent maintenant accorder aux dimensions sociales de l'intégration. Les engagements pris en matière d'emplois seront-ils en mesure d'améliorer les conditions de vie des Américains ? Les principes de base de ces accords reposent sur trois éléments : le respect des normes du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT), l'emphase placée sur le secteur privé (notamment les micros, petites et moyenne entreprises) en tant que générateur de richesses et d'emplois, et le rôle joué l'État pour créer un environnement propice

⁸ Voir l'allocution du premier ministre canadien, Paul Martin, prononcée à l'occasion du Sommet des Amériques, 4 novembre 2005.

⁹ *Idem.*

¹⁰ Voir « Le Canada dans les Amériques : quinze ans à l'OEA », Allocution du ministre des Affaires étrangères du Canada, Pierre Pettigrew, prononcée à l'Université d'Ottawa, 24 octobre 2005.

¹¹ Voir la Déclaration du IV^{ème} Sommet des Amériques de Mar del Plata. 5 novembre 2005.

à l'expansion de l'entrepreneuriat. Dans de nombreux pays latino-américains, la bureaucratie est inefficace : une période de six mois peut être nécessaire à un entrepreneur pour démarrer son commerce, alors que cette période ne dépasse pas quatre jours au Canada. L'instauration d'un cadre juridique transparent, le maintien de la sécurité et l'élaboration de politiques publiques saines figurent au programme. De ces engagements, il faut retenir également que le libre-échange constitue la voie suggérée pour atteindre les objectifs de création d'emplois et de réduction de la pauvreté. La déclaration de la XIV^e Conférence interaméricaine des ministres du travail de l'hémisphère, émise en septembre 2005, a en effet réaffirmé l'importance du commerce international en tant que vecteur de croissance et de progrès économiques et sociaux. Afin de diminuer les asymétries sociales, les ministres se sont dits persuadés que les défis associés à la création d'emplois décents et productifs dans le contexte de la mondialisation pouvaient être surmontés par une plus grande harmonisation des normes internationales du commerce, ainsi que des politiques nationales et régionales en matière économique, sociale et du travail¹².

Vers une Charte sociale des Amériques ?

Dans la Déclaration et le Plan d'action du IV^{ème} Sommet des Amériques, les dirigeants reconnaissent la place centrale que doit prendre le travail dans la réduction de la pauvreté, des inégalités, de la faim et de l'exclusion sociale, conformément au Pacte des droits sociaux, économiques et culturels des Nations Unies. « Nous nous engageons à assortir les politiques économiques et la mondialisation d'une forte composante éthique et humaine qui place la personne au centre du travail, de l'entreprise et de l'économie¹³. »

Le défi actuel consiste à maintenir un taux de croissance élevé tout en favorisant l'équité et l'inclusion sociale par des investissements dans le domaine social. Pour ce faire, les gouvernants privilégient l'implantation de politiques macroéconomiques avisées et de politiques fiscales et monétaires prudentes, la

diversification des activités économiques ainsi que l'amélioration de la compétitivité. Des mesures somme toute très classiques en termes économiques, mais avec une certaine dose d'intervention étatique. La création d'emplois devra en effet être stimulée notamment par la mise en œuvre de travaux d'infrastructures qui pourraient être appuyés par la Banque interaméricaine de développement (BID). Des modalités visant à favoriser pour les pays pauvres une aide non remboursable axée sur les résultats, de la part des banques multilatérales, sont également envisagées.

Afin de réduire les obstacles à l'entrepreneuriat, les 34 chefs d'État ont également promis d'améliorer la transparence de leurs institutions afin de favoriser un climat propice à l'investissement, tout en encourageant le développement de politiques économiques et sociales intégrales à l'échelle nationale (croissance de l'emploi, réduction de la pauvreté, exclusion et inégalités, développement des capacités personnelles et accès aux possibilités de développement intégré). Des mesures seront aussi mises en place pour légaliser le travail dans le secteur informel. Pour profiter des opportunités générées par l'ouverture commerciale, les gouvernements ont aussi résolu d'appuyer leur capital humain, d'assurer une meilleure distribution des revenus, d'accroître la productivité et de protéger les droits des travailleurs.

Pour créer des emplois de qualité, les pays de l'hémisphère s'engagent à respecter les principes fondamentaux de l'OIT¹⁴, y compris ceux des travailleurs migrants. Les délais assortis sont toutefois relativement longs : l'élimination de travail forcé n'est prévue que pour 2010 et celle des « pires formes de travail des enfants » pour 2020 au plus tard. Quant aux enfants qui travaillent en violation des lois nationales, il est simplement recommandé d'en réduire le nombre. La mise en place de protections sociales adéquates (santé et sécurité) et la participation par le dialogue social tripartite sont également au programme. La responsabilité sociale des entreprises est mentionnée sans toutefois qu'aucune mesure spécifique ne soit adoptée à ce sujet. On suggère tout de même aux entreprises de développer, en complément des services

¹² Voir la Déclaration conjointe CEATAL-COSATE, XIV^e Conférence interaméricaine des ministres du travail de l'Organisation des États Américains (OEA), Mexico, Mexique, 26 septembre 2005 et la Déclaration de Salvador, clause no 17, septembre 2003.

¹³ Lire la déclaration finale du IV^{ème} Sommet des Amériques.

¹⁴ Les droits fondamentaux du travail de l'OIT sont notamment le droit d'association et de négociation syndicale, l'élimination du travail forcé et l'abolition du travail des enfants.

publics, des services de formation professionnelle pour faciliter l'intégration au marché formel du travail et actualiser les qualifications de la main-d'oeuvre.

Afin de consolider la démocratie, les dirigeants veulent promouvoir un accès à l'éducation, aux soins de santé, au marché du travail et au crédit pour tous, en particulier pour les femmes, les autochtones, les handicapés, les minorités, les jeunes et les personnes âgées. Devant la menace de la grippe aviaire, ils ont résolu de mettre en place avant juin 2006 des plans nationaux de protection, avec le concours de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Tout en affirmant que chaque pays est responsable de son propre développement – tel qu'établi par le Consensus de Monterrey en 2004 –, les dirigeants s'engagent à coordonner les efforts de coopération internationale pour procurer le soutien politique et économique nécessaire au pays pauvres dans leur lutte contre la faim et la pauvreté. Ils réitèrent ainsi leurs engagements pris au Sommet du Millénaire, à savoir réduire de moitié le nombre de pauvres en Amérique latine d'ici 2015.

En termes de gouvernance démocratique, les chefs d'État se compromettent à renforcer le Système interaméricain de défense des droits de la personne. On exhorte en outre les États à signer et à ratifier les dispositions du Protocole additionnel à la Convention interaméricaine relative aux droits de l'homme traitant des droits économiques, sociaux et culturels (Protocole de San Salvador). Ces engagements semblent découler directement de la démarche entreprise par l'OEA en vue de l'élaboration d'une Charte sociale des Amériques. Sous l'impulsion du président vénézuélien, Hugo Chavez, l'OEA a en effet adopté, le 8 juin 2004, une Résolution recommandant au Conseil interaméricain pour le développement de rédiger un projet de Charte sociale. Cette Charte renforcerait les instruments existants à l'OEA concernant la démocratie, le développement intégré et la lutte contre la pauvreté. Quoique plus d'un an se soit écoulé depuis l'approbation de cet arrêté par les chanceliers panaméricains, une recommandation en ce sens a été incluse dans le Plan d'action du Sommet des Amériques de 2005. Des ébauches sont sur la table, mais celle du Mexique et de l'Amérique centrale retient particulièrement l'attention. Les États-Unis sont toutefois fort préoccupés par ce processus, à tel point qu'ils ont mandaté un ambassadeur pour s'occuper

essentiellement de l'évolution de cette charte. De son côté, le Canada s'est déclaré favorable à l'élaboration d'une charte sociale interaméricaine, qui « pourrait s'avérer importante dans la mise en place de principes de base pour le développement social et la lutte contre la pauvreté dans la région¹⁵. »

Pour l'OEA, la pauvreté absolue constitue un obstacle au développement démocratique des peuples du continent. Après l'adoption de la Charte démocratique en 2001, le projet de Charte sociale représenterait donc pour le Sommet des Amériques une seconde étape vers le développement social dans l'hémisphère. La Charte démocratique établissait en effet que « la pauvreté, l'analphabétisme et les bas niveaux de développement humain sont des facteurs qui exercent une incidence néfaste sur la consolidation de la démocratie ». Ces enjeux sociaux avaient également été mis en relief lors du Sommet extraordinaire de Monterrey en 2004.

Dans son discours d'inauguration prononcé au Sommet, le 4 novembre dernier, le secrétaire général de l'OEA, Jose Miguel Insulza, a rappelé que l'emploi et la réduction de la pauvreté étaient au cœur des préoccupations des populations du continent. M. Insulza plaide ainsi pour une revalorisation des politiques publiques et du rôle de l'État en tant que garant de la distribution des richesses et de la fourniture des services sociaux essentiels pour les citoyens. Reconnaissant que la création d'une majorité d'emplois proviendra toujours de l'initiative privée évoluant dans un climat de stabilité, l'OEA convient que la seule action du marché s'est révélée insuffisante pour effectuer une répartition équitable des revenus et satisfaire aux besoins sociaux en matière d'éducation, de santé, de logement et de sécurité qui font défaut aux couches les plus pauvres de la population. « Le moment est venu d'admettre que la lutte contre la pauvreté et l'inégalité exige aussi l'adoption de politiques publiques claires, focalisées et appliquées par des gouvernements dotés de ressources et de la capacité technique voulues », a dit M. Insulza.

Les ententes signées lors de ce Sommet sont nombreuses, mais on peut se demander Quelle suite leur sera donnée. Pour préserver le rêve

¹⁵ Lire Jean Bériault, *Les objectifs poursuivis par le Canada au IVe Sommet des Amériques*, Radio Canada International, 1^{er} novembre 2005.

d'un marché unique dans les Amériques, les gouvernants semblent toutefois décidés à s'attaquer au problème criant de l'emploi et de la pauvreté, qui menace la stabilité de la région. Ils songent à accroître leur intervention pour tenter d'amenuiser les inégalités que le marché n'a pas réussi à résorber. Ainsi, la déclaration et le plan d'action signés à Mar del Plata marquent peut-être les premiers jalons d'une inscription des droits des travailleurs et des citoyens dans une charte sociale panaméricaine qui atténuerait légèrement la dynamique purement marchande du libre-échange. L'adoption de cette charte, si elle se concrétise, sera toutefois un processus ardu dont le dénouement ne peut être envisagé à court terme.